

Conseil **d'Administration**

FONDATION
croix-rouge française

| Pour la recherche humanitaire et sociale



Collège des fondateurs



Caroline CROSS - Présidente

Médecin généraliste

Présidente de la Croix-Rouge française

Engagée depuis 1987 en tant que bénévole à la Croix-Rouge française d'Annecy, Caroline Cross a été secouriste, formatrice, puis médecin instructeur national et médecin territorial. En 1997, elle devient présidente territoriale de la Haute-Savoie avant d'intégrer en 2003 le conseil d'administration de l'association.

Elle devient vice-présidente nationale de la Croix-Rouge française aux côtés du Professeur Jean-François Mattei en 2004 puis du Professeur Jean-Jacques Eledjam en 2013, ce qui lui offre une vision à 360° de l'Institution.

Depuis 2017, Caroline Cross était présidente déléguée régionale Auvergne-Rhône-Alpes de l'association.

Médecin généraliste de formation, Caroline Cross a débuté sa carrière en 1992 à l'Hôpital d'Annecy, passionnée par l'urgence et les environnements extrêmes, elle s'engage tout naturellement au SMUR/SAMU et dans les secours hélicoptérés.

En 2000, elle intègre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en tant que médecin et a exercé de 2013 à 2023 des fonctions internationales en tant que Directrice de la santé et du bien-être du personnel de cette organisation basée à Genève, toujours guidée par les enjeux humains et une forte présence sur le terrain.

Elle succède à Philippe Da Costa, élu en 2021 dont le mandat est marqué par le déploiement de la stratégie "Résilience 2030", visant à faire de l'association un acteur majeur de la gestion des crises en concrétisant notamment un renforcement des actions en matière d'éducation et de prévention.

Cécile APTEL



Professeure en droit pénal international

Directrice adjointe de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) à Genève

Le professeur Cécile Aptel est une experte internationale en matière de paix et de sécurité, de droits de l'homme et de responsabilité pénale. Elle a plus de 20 ans d'expérience dans la gestion de questions judiciaires, juridiques et politiques pour l'ONU, plusieurs juridictions internationales, des groupes de réflexion et des ONG, tant sur le terrain qu'au siège. Elle occupe actuellement le poste de directrice adjointe de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), basé à Genève.

Elle a contribué à la création des tribunaux internationaux des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, où elle a travaillé pendant 10 ans dans différents rôles juridiques et politiques et a rédigé plusieurs des premiers jugements clés, dont le premier sur le génocide. Elle a également participé directement à la création de la Chambre des crimes de guerre de la Cour d'État de Bosnie- Herzégovine, du Tribunal spécial pour le Liban et a dirigé la mise en place du Mécanisme international, impartial et indépendant sur la Syrie. Elle a dirigé et participé à divers efforts internationaux visant à encourager la responsabilité pénale pour les crimes internationaux, les violations flagrantes des droits de l'homme et le terrorisme, notamment à la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations unies au Liban, au Bureau de contrôle interne des Nations unies et au Centre international pour la justice transitionnelle. Elle a été la principale conseillère juridique des Hauts Commissaires des Nations unies aux droits de l'homme successifs, a dirigé le travail mondial du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'État de droit et la démocratie, et a donné des conseils sur la responsabilité pénale et la réforme judiciaire dans plusieurs pays.

Elle a été directrice des politiques, de la stratégie et des connaissances à la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, où elle a également occupé le poste de sous-secrétaire générale par intérim pour les partenariats.

Le professeur Aptel a enseigné le droit international et la protection des enfants à la Fletcher School de Harvard, à l'université de Pretoria et à l'université d'Oxford. Elle a reçu la bourse Jennings Randolph Senior Fellowship de l'Institut de la paix des États-Unis. Elle est l'auteur de plus de 30 publications : ses travaux récents portent sur les droits de l'enfant, notamment un livre à paraître intitulé «International Criminal Courts, Atrocity Crimes and Children». Elle est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Genève, de maîtrises du Collège d'Europe à Bruges, du Trinity College de Dublin et de l'IEP-Aix-en-Provence.



Anne LEBRETON

Présidente déléguée régionale Ile-de-France à la Croix-Rouge française
Ancienne élue de Paris

Née à Brest d'un père breton et d'une mère américaine, elle grandit à Paris où elle vit toujours. Après une première carrière dans le marketing aux États-Unis, en France et en Angleterre, elle décide à 25 ans de reprendre ses études. Elle obtient son baccalauréat en candidate libre, puis

poursuit un cursus à la Sorbonne et à l'INALCO en histoire, hébreu et arabe, qui la conduit à de longs séjours en Israël et en Égypte.

Mère de quatre enfants, elle se consacre à leur éducation tout en s'engageant dans le milieu associatif. Elle œuvre notamment à la Cimade en faveur du droit des femmes migrantes victimes de violence, et agit sur les questions d'école, de pauvreté et d'exclusion sociale.

En 2011, elle entre en politique. Adjointe au maire du 4^e arrondissement de Paris jusqu'en 2020, elle est chargée de l'exclusion sociale et des personnes âgées. En 2017, elle fait partie de l'équipe des porte-parole de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron. Depuis 2023, elle est présidente de la région Ile-de-France à la Croix-Rouge française.

Marc VANESSION - Secrétaire

Directeur du Développement des programmes à la Croix-Rouge française

Marc Vannesson est directeur du développement des programmes de la Croix-Rouge française. Il est également directeur de l'Education, de la prévention et des liens familiaux de l'Association. La direction Programmes porte le déploiement des activités bénévoles, ainsi que deux filières d'établissements de la Croix-Rouge française : la Protection de l'enfance et la Lutte contre les exclusions.



En 2015, avec plusieurs acteurs engagés en faveur de la jeunesse, il fonde "VersLeHaut", premier think tank français dédié aux jeunes et à l'éducation, dont il était délégué général jusqu'en 2021. Il a auparavant travaillé dans le secteur de la communication et dans le monde politique.

Il est diplômé de Sciences-Po Paris et a étudié les sciences politiques à l'université de Tübingen (Allemagne). Il est l'auteur de plusieurs publications sur les défis éducatifs, notamment Tous éducateurs ! Et vous ? Plaidoyer pour une société éducatrice, (Bayard, 2017) ; Manifeste pour la responsabilité éducative des entreprises ; Soutenir les familles, le meilleur investissement social...

Collège des personnalités qualifiées



François GAUTHEY - Trésorier

Ingénieur (Ecole Polytechnique – Ecole des Ponts et Chaussées)

Associés chez Priscus Finance

Ingénieur de formation (Ecole Polytechnique-Ecole des Ponts et Chaussées), François GAUTHEY a consacré l'essentiel de sa carrière aux infrastructures et aux transports. Il a exercé d'importantes responsabilités au sein des pouvoirs publics : Direction du Trésor au ministère des Finances (1990-1993), Cabinet du Ministre des Finances (1993-1995), Conseiller du Premier Ministre en charge de l'Equipeement du Logement et des Transports (2002-2004), Directeur de cabinet du Ministre des Transports (2004-2005), Directeur de cabinet du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (2005-2006). Il a également dirigé diverses sociétés publiques et privées dans ce secteur : Directeur chez Aéroports de Paris (ADP 1995-2002), Directeur Général de Voies Navigables de France (2006-2007), Directeur Général de Sanef (réseaux autoroutiers Sanef et SAPN 2007-2015), Directeur Général Délégué de Getlink et Directeur Général d'Eurotunnel (2015-2020).

Il est actuellement Associés chez Priscus Finance.

François GAUTHEY est également titulaire d'un MBA du Collège des Ingénieurs, d'un DEA de Stratégie et est Chevalier de la Légion d'Honneur.

Patrice PAOLI

Diplomate

Après des études de sciences politiques (diplôme de l'IEP Paris section « Droit public » en 1977) et de langues orientales (arabe littéral et persan, diplôme d'arabe littéral de l'INALCO 1978), Patrice Paoli entre au ministère des Affaires étrangères en janvier 1979 par la voie du concours d'Orient, avec pour langues orientales l'arabe et le persan.



Il effectue son service national en tant que VSNA arabisant à l'ambassade de France à Sanaa (République arabe du Yémen) en 1979-1980, et entame ensuite un parcours centré sur les questions de la zone Afrique du Nord-Moyen Orient : d'abord chargé du suivi des pays de la péninsule arabique à la direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (1981-1983), il part ensuite pour Amman en tant que premier secrétaire (1983-1987), avant d'être nommé à la mission permanente de la France, auprès des Nations Unies à New York, en charge du suivi des questions ANMO, Afghanistan et Chypre (1987-1989). Il est alors appelé au cabinet du ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, pour y suivre les dossiers ANMO et ONU, jusqu'en mars 1993.

Il est nommé consul général à Boston (1993-1995), pour assouvir son autre passion, celle pour les Etats-Unis, où il a passé plusieurs années de son enfance et commencé sa scolarité à l'école publique américaine. Retour au Moyen-Orient comme premier conseiller au Caire (1995-1999), puis comme ambassadeur au Koweït (1999-2002). Retour à Paris (et aux Amériques) comme directeur adjoint des Amériques et des Caraïbes à l'issue de ce premier poste d'ambassadeur (2002-2005).

Puis c'est un nouveau départ vers l'Orient, comme ambassadeur aux Emirats arabes unis de 2005 à 2008 (négociation du Louvre-Abu Dhabi), suivi d'un retour à Paris comme directeur d'Afrique du Nord et du Moyen Orient de 2008 à 2012 (printemps arabes), avant de repartir pour l'Orient comme ambassadeur au Liban (2012-2015).

Au retour de Beyrouth en juillet 2015, il est nommé directeur du Centre de crise et de soutien (CDCS), en charge de la gestion des crises, avec ses deux volets : la protection des Français à l'étranger et l'action humanitaire. Le CDCS est également chargé à cette époque de l'aide aux victimes à la suite des attentats terroristes (13 novembre 2015 à Saint Denis et Paris, 14 juillet 2016 à Nice).

En août 2018, il est nommé ambassadeur à Cuba où il séjourne quatre ans (pandémie de Covid), avant de regagner Paris en septembre 2022 pour exercer les fonctions de porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en langue arabe, jusqu'à son départ à la retraite fin décembre 2023.



Philippe RYFMAN

Professeur et chercheur associé honoraire au département de Science politique et au Centre européen de Sociologie et Science politique de la Sorbonne (CESSP-Sorbonne), Université Paris I, Panthéon-Sorbonne.

Jusqu'en juillet 2013, Philippe Ryfman coordonnait les enseignements du Pôle ONG et humanitaire, ainsi que le cycle des Forums d'actualité de la formation. Il est également avocat au barreau de Paris, titulaire d'une spécialisation en droit des associations et fondations. Il a dirigé le DESS puis Master «Coopération internationale, Action humanitaire et Politiques de Développement» (CIAHPD) de l'Université Paris 1. Il assure ou a assuré d'autres enseignements au sein de cette université, ainsi que dans divers établissements français (Évry, INALCO, IEP) ou étrangers (Genève ou Fribourg, par exemple). Il anime aussi des sessions de formation continue et cycles de conférences pour des centres de recherches, des instituts universitaires privés, des administrations, des entreprises, des associations et fondations.

Membre du comité de rédaction de la revue humanitaire et du conseil scientifique de Questions internationales, il a assuré entre 2005 et 2008 la chronique *Société civile* du *Monde Économie*. Il continue de publier régulièrement des articles et tribunes dans divers médias papier ou en ligne (Huffington Post, par exemple) et intervient régulièrement dans les médias audiovisuels (France Culture, RFI, France 24).

Expert consultant auprès d'institutions non gouvernementales et intergouvernementales, il a participé à diverses évaluations de programmes ainsi qu'à des missions d'études. Avec le directeur général de la Fondation Mérieux et l'ancien Président de la Croix-Rouge française, il coorganise depuis 2009 le Forum Espace humanitaire (FEH) qui réunit tous les 18 mois environ à Annecy pour une rencontre fermée de haut niveau les dirigeants des principaux acteurs français non gouvernementaux de la solidarité internationale (ONG et Croix-Rouge) dans le champ humanitaire.

Il a été Secrétaire général de la Fondation des amis de Médecins du Monde, membre du CA de l'ONG Primo Levi ou du Conseil Consultatif de déontologie du Comité de la Charte. Il a appartenu durant neuf années (jusqu'en juin 2013) au CA de l'ONG ACF-F. Il est également membre du Comité des Solidarités internationales de la Fondation de France ou encore du Comité d'éthique et de déontologie de l'ONG Électriciens sans Frontières (ESF). De janv. 2012 à déc. 2013, il a présidé et animé le Comité de Parrainage/Comité des Projets du Fonds de dotation Barreau de Paris Solidarité (créé par l'Ordre des avocats de Paris). Enfin, il travaille – au sein de divers groupes d'experts – à des scénarios prospectifs sur l'action humanitaire durant la prochaine décennie.

Collège des partenaires institutionnels



Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

Représenté par Alexandre MAGAT

Responsable des affaires multilatérales, partenaires et bailleurs internationaux

Diplômé en affaires publiques de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux et de l'Université de Cardiff dans le cadre d'une filière franco-britannique, Alexandre MAGAT travaille depuis près de 10 ans dans le domaine des affaires internationales.

En 2017, après avoir débuté sa carrière comme collaborateur d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux, il rejoint le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères où il exerce les fonctions de Chargé de mission affaires politiques et communication au sein de l'ambassade de France à Djibouti.

Il intègre par la suite la direction des relations internationales de Bordeaux Métropole où il met en œuvre plusieurs programmes internationaux, puis le cabinet du Président Maire de Montpellier Méditerranée Métropole où il se voit confier la préparation d'une ambitieuse campagne de mobilisation du territoire pour le Nouveau Sommet Afrique - France 2022.

A l'issue du Sommet, Alexandre MAGAT rejoint l'ambassade de France à Madagascar où il exerce la fonction d'Attaché de coopération. Il y assure le suivi de l'aide publique au développement française dans le pays ainsi que le pilotage des activités de coopération de l'ambassade en matière de Gouvernance. En 2025, après 3 années d'expatriation, il rejoint le siège de l'Institut de Recherche pour le Développement et prend les fonctions de Responsable du service des partenaires et bailleurs internationaux.



Représentée par Sylvie OLLITRAULT

Docteur en sciences politiques

Directrice de la recherche à l'EHESP

Docteure en Sciences Politiques, Sylvie Ollitrault débute sa carrière scientifique en Grande Bretagne puis au sein du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) où elle mène de nombreux travaux de recherche portant sur l'usage de la violence dans l'expression politique contemporaine, le militantisme environnemental et écologiste, les ONG internationales et l'engagement, ainsi que le rapport aux radicalités et la radicalisation.

En 2017, elle devient directrice de l'Unité mixte de recherche Arènes (UMR 6051) et poursuit le déploiement de son expertise au sein de nombreuses instances scientifiques et universitaires régionales, nationales et internationales. Assurant également des activités d'enseignement et des responsabilités pédagogiques, Sylvie Ollitrault accompagne doctorants et chercheurs dans le cadre de leurs recherches et de leurs formations. Elle est l'auteure, co-auteure et co-directrice de nombreuses publications et articles, et intervient régulièrement lors de conférences et événements scientifiques.

Forte de ce parcours professionnel pluridisciplinaire mené en France et à l'international, Sylvie Ollitrault se voit confier, depuis le 1er janvier 2021, le pilotage et la mise en œuvre de la politique scientifique définie dans le projet stratégique d'établissement 2019-2023 de l'EHESP, en étroite collaboration avec la direction, le conseil scientifique et les directions des unités de recherche de l'École. Ses missions la conduiront notamment à assurer l'animation et le développement du Réseau doctoral en santé publique (RDSP), à favoriser les synergies entre la recherche et l'enseignement en santé publique en étroite coopération avec la direction des études, à contribuer au renforcement de la politique de développement de ressources propres dans les domaines de la recherche et de l'expertise ainsi qu' à la valorisation de la recherche et de l'expertise en santé publique au niveau régional, national, européen et international.



École des Hautes Études en Science Sociales (EHESS)

Représentée par Anne RASMUSSEN

Historienne, directrice d'études à l'EHESS

Directrice du Centre Alexandre-Koyré

Dans une perspective d'histoire sociale des sciences, les recherches d'Anne Rasmussen prennent pour objet l'expérience d'individus et de groupes qui s'attachent à la production, au maniement et à la circulation de savoirs. Elles ont été conduites selon trois pôles thématiques – nation, guerre, biomédecine. Elles ont débuté par une réflexion, menée en doctorat, sur l'insertion de l'élément savant dans la compréhension de la tension entre le fait national et le fait international à l'heure de l'émergence des « nation-based sciences », dans la seconde moitié du xix^e siècle. Elles ont ensuite pris la guerre – en particulier, la Première Guerre mondiale – comme observatoire de situations limites où sont questionnées la nature des liens des sociétés aux entités territoriales et politiques, et les formes de l'appartenance, de l'intégration ou de l'exclusion, cette dernière devenant un mode « normal » en temps de conflit.

Ces recherches se sont enfin consacrées à la sphère biomédicale, où la portée sociale et politique des savoirs est particulièrement aiguë. De 2001 à 2017, au sein d'un département de SHS relevant d'une faculté de médecine, à l'Université de Strasbourg, elle a mené des recherches dans des cadres collectifs sur des trajectoires d'« agents thérapeutiques », dispositifs matériels destinés à améliorer l'état de santé, afin d'observer les liens qui se tissent autour de leur action dans différents mondes, de la clinique au laboratoire, de l'industrie à la consommation. Un autre axe, poursuivi dans un séminaire pluriannuel, a été consacré à la constitution de la santé en problème public, opérant la traduction des problèmes sociaux en langage sanitaire.

Collège des amis



Françoise FROMAGEAU - Vice-Présidente

*Médecin gériatre
Présidente déléguée régionale Bretagne de la Croix-
Rouge française
Présidente de MONALISA (Mobilisation nationale contre
l'isolement des âgés)*

Médecin à Pont-l'Abbé en Bretagne depuis 1980, Françoise Fromageau a un long engagement au sein de la Croix-Rouge, d'abord localement à Pont-l'Abbé, où elle a présidé l'unité locale pendant 12 ans, puis au département du Finistère, enfin à la région Bretagne qu'elle préside depuis mars 2017.

En 2004, elle est élue administratrice nationale de la Croix-Rouge française. En 2013, elle en devient secrétaire nationale, en tant que présidente de la commission des statuts et du bénévolat, poste qu'elle gardera jusqu'en 2017.

Nommée en décembre 2013 au Haut conseil de la vie associative, elle est présidente de l'association MONALISA (Mobilisation nationale contre l'isolement des âgés), membre du conseil national de lutte contre l'exclusion et membre du conseil d'administration de l'ANSA (Agence nationale des solidarités actives).

Françoise Fromageau est chevalier dans l'Ordre du Mérite (2009) et chevalier de la Légion d'honneur (2015).

Commissaire de gouvernement



Philippe VIGNES

Préfet

Philippe Vignes est diplômé de l'ENA et a été nommé Chevalier de la légion d'honneur en 2014.

Entre 1989 et 2018 il a été préfet pour la sécurité en zone de défense Est, préfet de la Lozère, de la Mayenne et des Pyrénées Orientales. Philippe Vignes sera nommé en 2018 préfet chargé de mission au ministère de l'Intérieur.

En janvier 2019, Philippe Vignes a été chargé de coordonner la préparation du G7 auprès du ministère de l'Intérieur.

Il sera ensuite directeur du programme Procédure pénale numérique, entre Justice et Intérieur, ainsi que du projet de Plainte en ligne. Il prendra part à la préparation des JOP dans le cadre d'un projet de fiabilisation de fichiers réglementaires du MI, action de fiabilisation prolongée jusqu'à aujourd'hui.